Barkhane : Paris estime que des discussions sont possibles avec des groupes jihadistes ayant un agenda local

22/12/2020 à 13h58



Puis, la semaine passée, de retour du Sahel, le général François Lecointre, le chef d'état-major des armées [CEMA] a laissé entendre qu'un dialogue n'était pas forcément exclu. « Ce n'est pas un choix de militaires » mais « un choix des politiques, à commencer par les politiques maliens. […] Il y a effectivement un positionnement de principe de la France qui considère qu'on ne négocie pas avec des terroristes, [ce qui] ne veut pas dire pour autant qu'on ne négocie pas avec un ennemi », a-t-il en effet déclaré lors d'un entretien accordé à RFI.

Et de continuer : « Si on veut […] s'entendre avec quelqu'un qu'on a combattu, il faut être capable de choisir le bon partenaire avec lequel s'entendre, celui qui est représentatif, qui est légitime. Et donc ça posera un jour la question d'un accord politique qui se fera avec des gens qui à un moment ou à un autre ont été des ennemis de la force Barkhane, ont été les ennemis de la force armée . »

Et on comprend mieux de tels propos à la faveur de ceux qu'a tenus un responsable de l'Élysée auprès de l'AFP, ce 21 décembre. Ainsi, des discussions avec l'État islamique au grand Sahara [EIGS] et al-Qaïda, dont la katiba sahélienne fait partie du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans [GSIM ou JNIM], sont exclues. En revanche, il en irait autrement avec les mouvements jihadistes ayant un agenda local.

www.opex360.com